

DES « EXACTIONS » MILITAIRES ET DE LEUR COUVERTURE MÉDIATIQUE SÉLECTIVE

ÉRIC DENÉCÉ

L'actualité récente est riche d'articles de presse dénonçant les dérives, débordements et exactions militaires à l'occasion des opérations armées conduites par les principaux acteurs géopolitiques mondiaux.

Ces derniers mois notamment, la France et la Russie ont fait l'objet d'une couverture particulière à travers leurs opérations en Égypte (opération *Sirli*) pour l'une, ou en Syrie, en Ukraine et en Afrique (groupe Wagner) pour l'autre.

En revanche, les nombreuses bavures américaines – qu'elles relèvent des forces armées ou des sociétés militaires privées – ne sont évoquées que de manière sommaire dans les médias et ne font jamais la « une » de l'actualité. Ce choix des rédactions traduit une étonnante sélectivité dans le traitement médiatique de ces événements et dans le parti pris des informations portées à la connaissance du public.

LES ATTAQUES CONTRE LA FRANCE AU SUJET DE L'OPÉRATION SIRLI

Selon *Disclose*, l'aide militaire de Paris apportée à l'Égypte à partir de 2016 afin de lutter contre le terrorisme aurait été détournée par Le Caire pour bombarder des civils se livrant à la contrebande dans l'ouest du pays.

Le média affirme que des membres de la Direction du renseignement militaire (DRM) envoyés en Égypte auraient à plusieurs reprises alerté leur hiérarchie, sans que rien ne soit fait. Ces révélations se fondent sur des documents classifiés communiqués au média par une source secrète. Il accuse donc la France de collusion avec le régime d'Al-Sissi et de complicité dans le massacre d'innocents¹.

En dépit de la production d'un certain nombre de documents officiels émanant de la DRM et du Quai d'Orsay, les accusations formulées par le média apparaissent particulièrement discutables car fondées sur des éléments fragmentaires ne donnant qu'une vue partielle de la situation et sur des sites internet de contrebandiers que *Disclose* considère comme « objectifs et fiables ». Les arguments du média sont donc totalement orientés car il estime que ces contrebandiers sont des « civils innocents » ne trafiquant que du riz, mais bien sûr jamais des armes ni de la drogue, et qu'ils sont sans lien avec les islamistes et la criminalité organisée.

Affirmer qu'il n'y pas de liens entre contrebande et terrorisme est faux. Les uns et les autres appartiennent ou utilisent, dans la très grande majorité des cas, les mêmes réseaux criminels. Présenter les trafiquants comme des « civils » est un abus évident de langage afin de créer de la confusion... Terroristes et criminels sont en effet des civils, mais pas des innocents pour autant !

¹ <https://disclose.ngo/fr/article/source-memos-terreur-egypte>

De plus, nier que l'Égypte connaît une menace terroriste élevée et de nombreux trafics d'armes sur ses frontières (Libye, Sinaï, Gaza) relève d'un refus évident de rendre compte de la réalité. Rappelons que la Libye est le principal marché d'armes d'Afrique du Nord, depuis le renversement de Kadhafi et le pillage de ses stocks d'armement. Rappelons également que l'est de la Libye (Dernah, Al-Baïda, Ajdâbiya) a été longtemps le principal foyer islamiste du pays et que la frontière occidentale de l'Égypte est très difficile à contrôler. C'est la principale voie d'infiltration des trafiquants du Sahel et des membres des Frères musulmans, lesquels, bien qu'ils aient été heureusement « étrillés » par le régime de Sissi, n'ont pas abandonné l'idée de conquête du pouvoir, y compris par la force¹.

Ainsi, contrairement aux conclusions hâtives de *Disclose*, il n'existe à ce jour aucune preuve tangible de liens directs entre la surveillance de l'ALSR² français et les frappes égyptiennes, ni sur les effets de celle-ci. Il ne s'agit pas de nier, pour le plaisir de préserver l'honneur des armées, qu'un détournement des renseignements transmis à notre partenaire ait pu avoir lieu, mais de le prouver. Certes, selon des notes de la DRM, des risques de dérives avaient été identifiés et des frappes à partir de nos renseignements ont probablement eu lieu... mais sur quelles cibles ?

Si l'ALSR français a permis à l'armée égyptienne de frapper et d'éliminer des djihadistes, responsables d'attentats sur notre sol ou qui opèrent au Sahel, nous ne pouvons que nous en féliciter. En revanche, si certains de ces renseignements ont conduit au ciblage, erroné ou délibéré, de contrebandiers, nous ne sommes plus en effet dans notre rôle d'assistance à un allié. Mais de là à vouloir faire croire à l'opinion que nos renseignements sont à l'origine de toutes les frappes égyptiennes et que celles-ci n'ont ciblé que des innocents, il y a un monde ! Aussi est-on en droit de soupçonner une manipulation du média, lequel cherche en l'espèce à la fois le scoop à tout prix et à faire prévaloir ses positions idéologiques.

En effet, *Disclose*, bien qu'annonçant vouloir jouer un rôle de lanceur d'alerte, appartient à cette sphère journalistique partielle qui attaque régulièrement le régime égyptien du président Al-Sissi car il a mis un terme au régime des Frères musulmans. Rappelons que ce mouvement islamiste extrémiste et haineux est la matrice de tous les groupes terroristes sunnites appelant au djihad, mais qu'il a toujours bénéficié du soutien d'une certaine gauche militante et islamophile.

Notons au demeurant que *Disclose* n'a jamais protesté contre l'occupation d'une partie du territoire syrien par la Turquie ou par ses frappes contre le PKK ; ni concernant l'agression azerbaïdjanaise contre le Haut Karabakh, l'ostracisation des populations du Donbass par le régime de Kiev – qui les a conduit à prendre les armes –, ou les destructions et exactions militaires saoudiennes au Yémen. Ce média critique la situation des droits de l'Homme en Égypte, mais jamais en Arabie saoudite, au Bahreïn ou en Turquie. Il n'a jamais pris la défense des coptes égyptiens

victimes de la persécution et des attentats des Frères musulmans, ni rendu compte du fait que Mohamed Morsi livrait des secrets d'Etat égyptiens à ses parrains turcs et qataris qui l'utilisaient pour islamiser et affaiblir le pays... Dès lors qu'un média est aussi partial, il convient de prendre ses informations avec la plus extrême prudence.

L'OBSESSION DE LA SOCIÉTÉ MILITAIRE PRIVÉE RUSSE WAGNER

A la mi-décembre dernier, l'Union européenne a décidé de suspendre ses actions de coopération militaire en République centrafricaine en raison de la présence du groupe Wagner dans le pays. Des violations des droits de l'Homme et l'influence de ses instructeurs sur l'armée centrafricaine sont les principaux motifs de l'interruption des actions militaires de la mission européenne à Bangui.

Paris et Bruxelles ont également menacé le Mali de réduire leur assistance à son armée si Bamako faisait appel à la société militaire privée (SMP) russe. En effet, selon des représentants Français et de l'ONU, Bamako a autorisé le déploiement du groupe Wagner sur son sol. Des observateurs auraient détecté la présence de nombreux opérateurs de la société – sans être en mesure d'estimer les effectifs – dans le pays, et observé la rotation d'avions militaires russes, l'installation d'un camp d'accueil sur l'aéroport de Bamako et l'arrivée de géologues russes associés à Wagner.

Une situation que Paris déplore dans un communiqué commun avec quatorze autres Etats européens : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Estonie, Italie, Lituanie, Norvège, Pays Bas, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni et Suède. La plupart sont présents militairement au Sahel, au sein de la Task Force *Takuba*³ et de la MINUSMA⁴.

Si les États-Unis n'ont pas signé cette déclaration, nul doute qu'ils fassent parti des instigateurs, la quasi-totalité des signataires étant membres de l'OTAN et Washington accusant depuis 2014, non sans raison, le Kremlin d'employer en grand nombre les « mercenaires » de Wagner dans le Donbass (Ukraine) afin que Moscou puisse nier toute intervention directe dans le conflit.

Pour Paris et ses partenaires européens, l'arrivée des hommes de Wagner génère un risque majeur pour les opérations. En effet, tous les combattants à peau blanche se ressemblent aux yeux des locaux. Une confusion des actes de *Barkhane*, de *Takuba* et de Wagner – surtout en cas d'exactions – est fort probable, ce qui pourrait encore alimenter le sentiment anti-français. De même, le risque de confrontation avec les « mercenaires » russes est également possible.

Pourtant, Wagner n'opère pas directement en Centrafrique, ni apparemment au Mali. En réalité, il est plus approprié pour désigner les actions « privées » russes de parler des « conseillers » et des entreprises d'Evgueni

¹ Eric Denécé, « Opération Sirlil : zones d'ombres et soupçons de manipulation », *Fildmedia.com*, 5 décembre 2021.

² Avion léger de surveillance et de renseignement.

³ Composée principalement d'éléments des forces spéciales de plusieurs pays de l'UE, elle est chargée d'assister les forces armées maliennes dans leur lutte contre les groupes djihadistes.

⁴ Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali.

Prigojine, contrôlés via sa holding financière Concord. Ainsi, par exemple, les Russes interviennent au Soudan depuis 2013, via trois sociétés : M-Finance, à laquelle Wagner fournit des troupes, M-Invest et Meroe Gold, qui détiennent plusieurs concessions minières dans le pays. En Centrafrique, Prigojine opère via les sociétés Lobaye Invest (activités minières) et Sewa Security Services, qui fournit des prestations militaires et de sécurité¹.

Afin de réagir au déploiement de la SMP russe en Centrafrique et au Mali, l'Union européenne a décidé d'émettre des sanctions contre les Etats coopérant avec Wagner². Elle a adopté une série de mesures restrictives à l'encontre de la société russe, de huit personnes et trois entités lui étant liées, impliquées dans de graves violations des droits de l'Homme, notamment des tortures et des exécutions sommaires, et dans des actions de déstabilisation dans les pays où elles interviennent.

Si ces faits sont indéniables et si les opérateurs de Wagner sont probablement responsables des accusations dont ils sont l'objet, il convient de rappeler que Moscou agit, depuis une dizaine d'années, d'une manière en tout point similaire à ce que font les Américains afin d'assurer le contrôle et la sécurité dans les pays où Washington intervient – Balkans, Afghanistan, Irak, Libye, Pakistan, etc. – et dans ceux dans lesquels le Pentagone souhaite pouvoir nier son implication directe. Dès lors, rien de surprenant à ce que le Kremlin parle d'une « hystérie occidentale » au sujet de Wagner, les Etats-Unis et leurs alliés refusant de reconnaître à Moscou le droit d'user des méthodes qu'ils emploient depuis plus de trois décennies à l'occasion de leurs opérations extérieures. De plus, n'en déplaise aux médias qui les stigmatisent, les exactions des SMP russes, évidemment condamnables, restent pour le moment, moindres que celles de leurs homologues américaines.

L'ÉTONNANTE AMNÉSIE DES MÉDIAS OCCIDENTAUX AU SUJET DES NOMBREUSES BAVURES DES SMP AMÉRICAINES

Le premier Etat occidental à avoir mis sur pied une société militaire privée est l'Afrique du Sud, en 1989, à la suite de l'accord de paix mettant fin au conflit d'Afrique australe. Se posa alors la question de la reconversion des nombreux membres des forces spéciales et des unités de contre-guérilla sud-africaines. Executive Outcomes allait devenir leur débouché professionnel naturel. La société fut rapidement engagée au Sierra Leone afin d'assurer la sécurisation de l'extraction et l'exportation des richesses minières du pays (concessions diamantifères), puis le gouvernement de Freetown fit appel à ses services durant la guerre civile en 1995.

Ce « business » très juteux dans un monde d'après-guerre froide devenu très instable allait être également exploité par les Etats-Unis.

A partir de 1994, la société militaire privée américaine Military Professional Resource Inc. (MPRI) intervint au profit de la Croatie lors des conflits des Balkans en accord avec la politique de Washington. Elle forma et équipa l'armée croate et conseilla son état-major, participant directement au succès de l'offensive de l'opération *Tempête* en Krajina qui permit à Zagreb de l'emporter face aux Serbes.

Puis Dyncorp, société de services du Pentagone aux activités diversifiées, se mit à son tour sur le créneau. En 1998, elle fournit la plupart du personnel de la Mission américaine d'observation au Kosovo. Mais rapidement, les premières dérives allaient apparaître. En 1999, en Bosnie-Herzégovine, plusieurs de ses employés furent impliqués dans des trafics d'armes et d'adolescentes. Tous furent licenciés mais aucun ne fut traduit en justice pour ces actes criminels car, bien qu'étant des opérateurs privés, ils étaient couverts par l'immunité diplomatique ; et la société conserva la confiance du Pentagone. A partir de 2002, en Afghanistan, les hommes de Dyncorp furent chargés de la sécurité d'Hamid Karzai, le nouveau président afghan, en remplacement de la Delta Force³.

Mais la SMP américaine la plus tristement célèbre est Blackwater. Fondée en 1997 par Eric Prince, un ex-Navy Seal, elle devient rapidement une multinationale du mercenariat au service de la politique étrangère américaine, travaillant notamment en Irak et en Afghanistan pour le compte du Pentagone.

Bien que n'étant officiellement engagés que pour des contrats défensifs, les hommes de Blackwater participent à des raids offensifs organisés par la CIA ou le Joint Special Operations Command (JSOC) en Irak. Dans ce cadre, ils vont alors multiplier les frappes inconsidérées et commettre de nombreuses bavures. En réaction, en mars 2004, quatre membres de la société sont tués lors d'une attaque à Falloujah. Leurs corps, brûlés, sont pendus à des luminaires d'un pont sur l'Euphrate avant d'être démembrés par une foule en furie.

Puis le 16 septembre 2007, place Nissour à Bagdad, alors qu'ils circulent en véhicules blindés, des hommes de Blackwater ouvrent le feu à la mitrailleuse et lancent des grenades afin de se frayer un passage, bientôt appuyés par des hélicoptères. Les passants tentent désespérément de se mettre à l'abri. La fusillade sur cette place bondée fait au moins 17 morts et 24 blessés, dont des femmes et des enfants.

Le porte-parole de la société déclara alors que ses employés avaient agi « conformément à la loi en réponse à une attaque » et que « les civils sur lesquels ils avaient fait feu étaient des ennemis armés ». Cette version des faits sera rapidement contredite par les témoignages et les procureurs américains. Toutefois, les poursuites contre Blackwater furent impossibles car l'Autorité provisoire dirigée par Paul Bremer garantissait aux Américains, militaires et civils, l'immunité vis-à-vis du droit irakien.

Ce tragique événement survenant après d'autres excès – dont des trafics d'armes organisés par des membres de Blackwater –, conduisit en 2009, les autorités irakiennes

¹ Mathieu Olivier, « Russie-Afrique : Wagner, enquête sur les mercenaires de Poutine », *Jeune Afrique*, 26 juillet 2021.

² Décision du Conseil Affaires étrangères du 13 décembre 2021.

³ Début 2003, elle est rachetée par la société Computer Science Corporation (CSC), qui travaille également pour le Pentagone.

à demander et obtenir le départ de la société de leur pays¹. En effet, les preuves des bavures de la SMP dirigée par Erik Prince étaient accablantes. Dès octobre 2007, un rapport de la Chambre des Représentants avait recensé, pour la période allant du 1er janvier 2005 au 12 septembre 2007, 195 fusillades impliquant Blackwater à l'occasion desquelles, dans 163 cas, ses employés avaient ouvert le feu les premiers. Le rapport mentionnait également le meurtre, en décembre 2006, d'un des gardes du corps du vice-président irakien par un employé ivre de Blackwater, lequel fut rapidement évacué vers les États-Unis sans être inquiété. Le rapport révéla aussi que Blackwater avait dû procéder à 122 licenciements de « contractors », dont 28 pour usage inconsidéré d'armes et 25 pour consommation de drogue ou d'alcool. Il s'étonnait enfin que les autorités américaines (département d'Etat et Pentagone) faisant appel à la société ne remettent pas en cause ses contrats.

De nouveau, en mai 2009, quatre employés de Paravant, une filiale de Blackwater, sont responsables d'une bavure à Kaboul (un mort et deux blessés). Ils sont licenciés mais aucune poursuite n'est lancée contre eux.

Néanmoins, en octobre 2013 aux États-Unis, quatre anciens membres de la société responsables des tirs place Nissour à Bagdad en 2007 font face à un nouveau procès. L'un d'entre eux est condamné à la prison à perpétuité, les trois autres à une peine de 30 ans. Mais tous les quatre seront graciés par Donald Trump en décembre 2020, ce qui suscitera une vive indignation en Irak et sera dénoncé par des juristes de l'ONU comme un « affront à la justice ».

A la lecture de ce très incomplet inventaire des « exploits » des SMP américaines – il ne s'agit là que des cas les plus connus –, on mesure combien leurs bêtises meurtrières ont été nombreuses en Irak comme en Afghanistan, et l'on comprend qu'elles aient engendré un fort ressentiment anti-américain chez les populations et nourri la rébellion.

Dès lors, les accusations des Occidentaux à l'encontre du groupe Wagner apparaissent pour le moins paradoxales car aucun Etat européen n'a condamné ni imposé de sanctions aux sociétés américaines responsables de crimes infiniment plus nombreux et documentés que ceux des « contractors » russes. Notons au passage que les Américains ont eu la sagesse de ne pas être signataires de l'« appel » de l'UE – sans nul doute conscients que les bêtises à répétition de leurs SMP ne les plaçaient pas en position crédible pour dénoncer Wagner – mais en ont chargé leurs auxiliaires européens, lesquels se sont immédiatement exécutés.

D'autant que les SMP américaines n'ont pas été les seules à cibler sans vergogne des innocents. Les unités militaires clandestines² déployées par Washington sur ses théâtres d'opération se singularisent également par leur mépris des vies humaines et leur emploi démesuré de la force, sans souci des dégâts collatéraux.

LES CRIMES DE GUERRE DES UNITÉS SPÉCIALES AMÉRICAINES EN SYRIE

Alors que la presse occidentale accordait, à la mi-décembre, toute son attention aux dérives de Wagner, les révélations par le *New York Times* concernant deux graves affaires dans lesquelles des unités militaires américaines se sont rendues coupables de crimes de guerre en Syrie n'ont quasiment pas été reprises par les médias européens, et à peine par ceux des pays anglo-saxons.

Le premier article est daté du 13 novembre³ et le second du 12 décembre⁴. Tous deux évoquent de manière très documentée les exactions conduites en Syrie par deux unités, *Talon Anvil* et la *Task Force 9*, qui n'ont pas hésité à cibler des populations civiles sans vérification.

Les frappes indiscriminées de la Task Force 9 et de Talon Anvil

A partir de 2014, après que l'État islamique eut envahi de grandes parties de l'Irak et de la Syrie, une unité d'opérations spéciales classifiée appelée *Task Force 9* supervisa la contre-offensive américaine en Syrie (opération *Inherent Resolve*). Elle avait de multiples missions :

- les Bêretes verts du *5th Special Forces Group* de l'US Army formaient les forces kurdes et arabes syriennes alliées⁵ et coordonnaient leurs actions ;
- de petits groupes d'opérateurs de la Delta Force étaient chargés de conduire des raids contre des objectifs de grande valeur de l'État islamique ;
- une cellule appelée *Talon Anvil* était chargée d'identifier des cibles terroristes (convois de véhicules, dépôts d'armement, centres de commandement, groupes de combattants ennemis, etc.) et de les désigner aux frappes aériennes ;
- une seconde cellule de renseignement travaillait avec la CIA mais n'était responsable que d'une fraction mineure des frappes car elle avait pour mission de ne s'en prendre qu'aux cadres dirigeants de l'État islamique.

Talon Anvil opéra en Syrie de 2014 à 2019. Elle travailla d'abord depuis Erbil, en Irak, puis, au fur et à mesure que l'offensive contre Daech progressait, elle s'implanta dans une cimenterie désaffectée dans le nord de la Syrie puis dans un complexe résidentiel près de la frontière irakienne appelé Green Village.

Talon Anvil était une petite unité ultrasécète composée d'une vingtaine d'opérateurs, essentiellement des membres de la Delta Force. Extérieurement, peu de signes permettaient de discerner qu'ils étaient militaires. Ils n'avaient ni grade ni uniforme et s'appelaient par leurs prénoms. Beaucoup portaient des barbes broussailleuses et travaillaient en civil. Mais depuis leur salle de contrôle, ils contrôlaient une flotte de drones *Predator* et *Reaper* hérissés de missiles *Hellfire* et de bombes guidées laser qu'ils

¹ À la suite de ces faits, Blackwater adopte le nom de Xe en février 2009, puis change à nouveau son nom pour celui d'Academi en décembre 2011.

² Cf. Eric Denécé et Alain-Pierre Laclotte, *La Nouvelle guerre secrète : unités militaires clandestines et opérations spéciales*, Mareuil éditions, Paris, 2021.

³ Dave Philipps and Eric Schmitt, "How the U.S. Hid an Airstrike That Killed Dozens of Civilians in Syria", *The New York Times*, 13 novembre 2021.

⁴ Dave Philipps, Eric Schmitt and Mark Mazzetti, "Civilian Deaths Mounted as Secret Unit Pounded ISIS", *The New York Times*, 12 décembre 2021.

⁵ Rappelons que ce que les Américains appelaient « Forces syriennes alliées » étaient les quelques combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), dont la majorité des membres, une fois formés et équipés, partaient rejoindre divers groupes djihadistes dont le Front Al-Nosrah, la filiale d'Al-Qaïda en Syrie, localement en conflit avec Daech.

guidaient sur Daech. Ils désignaient leurs cibles à partir d'informations provenant des forces kurdes et syriennes, d'interceptions électroniques, de vols de reconnaissance de drones ou d'aéronefs, etc.

De 2014 à 2019, *Talon Anvil* a dirigé des milliers de frappes – le *New York Times* parle de 112 000 bombes et missiles – contre les combattants de l'État islamique en Syrie. « *Ils étaient impitoyablement efficaces et bons dans leur travail* » raconte un officier de renseignement de l'US Air Force ayant travaillé avec ses membres. « Mais cette cellule a aussi fait beaucoup de mauvaises frappes », notamment parce qu'elle a interprété de manière extensive les règles d'engagement de l'armée.

En effet selon de nombreux responsables militaires et du renseignement, les frappes indiscriminées demandées par *Talon Anvil* tuait régulièrement des civils. Elle n'hésitait pas à guider les tirs de drones et d'aéronefs sur des foules et des immeubles d'habitation, tuant des personnes qui n'avaient aucun rôle dans le conflit : agriculteurs dans leur champ, enfants jouant dans la rue, familles fuyant les combats ou villageois s'abritant dans des bâtiments. L'unité serait ainsi à l'origine d'un nombre élevé de morts de civils et l'on observe que durant sa période d'activité, le taux de pertes civiles en Syrie a considérablement augmenté.

Quatre incidents sont en particulier relatés par le *New York Times* :

- A l'automne 2016, près de la ville de Manbij, trois hommes munis de sacs de toile travaillent dans une oliveraie. Bien qu'ils n'aient pas d'armes et ne se soient pas trouvés à proximité de combats, *Talon Anvil* les a éliminés considérant qu'ils étaient sûrement des combattants de Daech.

- Début mars 2017, *Talon Anvil* a envoyé un drone Predator au-dessus de la ville de Karama pour frapper les positions de Daech dans la région en vue d'une offensive prévue une semaine plus tard. Après que le drone eut survolé la ville à l'aube, un opérateur de *Talon Anvil* transmit un message sur le forum de discussion indiquant que tous les civils avaient fui la zone et que ne se trouvaient plus sur place que des combattants ennemis. L'unité décida alors de frapper un bâtiment qu'elle considérait être un centre d'entraînement des djihadistes.

Toutefois, une équipe de renseignement de l'armée de l'air observait la situation depuis un centre d'opérations situé aux États-Unis. Même avec des capteurs infrarouges, les analystes ne détectèrent pas de mouvement dans ce bâtiment. Selon eux, les capteurs suggéraient seulement qu'un téléphone cellulaire ou une radio de l'ennemi pouvait se trouver dans le voisinage, mais ils étaient incapables de le localiser. Néanmoins, *Talon Anvil* n'attendit pas de confirmation et ordonna la frappe, et un drone Predator largua une bombe de 500 livres à travers le toit. Lorsque la fumée se dissipa, les analystes de l'US Air Force découvrirent avec consternation sur leurs écrans des femmes et des enfants sortant en titubant du bâtiment partiellement effondré, certains ayant perdu bras ou jambes, d'autres traînant des morts. Ils dénombrèrent 23 morts ou blessés

graves, 30 blessés légers, tous probablement civils.

- En juin 2017, les forces soutenues par les États-Unis attaquèrent Raqqa, la plus grande ville syrienne tenue par Daech. Des civils cherchèrent alors à fuir les combats et embarquèrent sur des ferries de fortune pour traverser l'Euphrate. *Talon Anvil* ordonna alors des frappes qui coulèrent plusieurs de ces bateaux, tuant au moins 30 personnes.

- Mais c'est en mars 2019 qu'eut lieu la frappe la plus dramatique. Dans les derniers jours de la bataille contre l'État islamique en Syrie, les membres de Daech étaient encerclés dans un camp près d'une ville appelée Baghuz. Le site regroupait les militants les plus endurcis qui avaient juré de se battre jusqu'à la mort. Dans la ville, parmi les abris de fortune, les véhicules criblés de balles et les bunkers sommaires, se trouvaient des dizaines de milliers de femmes et d'enfants. Certains étaient là de leur plein gré, d'autres non. La coalition assiégeait les lieux, espérant affamer les combattants. En six semaines, 29 000 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, s'étaient rendues. Les drones de la coalition surveillaient le camp 24/24 depuis des semaines et en connaissaient presque chaque centimètre carré, y compris les mouvements quotidiens des groupes de femmes et d'enfants qui se rassemblaient pour manger, prier et dormir près d'une rivière.

Le 18 mars 2019, un drone de l'US Air Force tournait à haute altitude au-dessus de Baghuz, à la recherche de cibles militaires car le camp abritait toujours un grand nombre de personnes, des combattants et leurs familles. Mais ce matin-là, les analystes du Centre d'opérations aériennes combinées de l'armée américaine au Qatar ne virent qu'une foule de femmes et d'enfants regroupés au bord de la rivière. Soudain, un avion d'attaque américain F-15E traversa le champ de vision de leur drone et largua une bombe de 500 livres sur la foule, l'engloutissant dans un nuage de sable et de fumée. Lorsque la fumée se dissipa, quelques personnes s'éloignèrent pour se mettre à l'abri. Puis l'appareil revint et largua trois bombes de 2 000 livres tuant la plupart des survivants.

Au Qatar, le personnel qui suivait en direct les images du drone était incrédule. L'un des analystes demanda « *Qui a largué ça ?* ». Un autre s'exclama : « *On vient de tuer cinquante femmes et enfants* » ; mais une première évaluation des dommages révéla que le nombre de morts était supérieur à 70.

La *Task Force 9* conteste cette version des faits. Selon elle, ce jour-là, des centaines de combattants de l'État islamique piégés dans le camp de Baghuz ont lancé à l'aube une contre-offensive, contre les forces de la « coalition ». Pour les arrêter, *Talon Anvil* déclencha des frappes d'arrêt, qui furent si nombreuses qu'en milieu de matinée, elle avait utilisé tous les missiles de ses drones. Vers 10 heures, les forces syriennes locales signalèrent qu'elles étaient sous le feu et en danger d'être submergées, et ont demandé une frappe aérienne.

Un officier du 5e SFG regarda les images du drone d'observation utilisé par la *Task Force 9* et n'y vit pas de civils. Mais ce drone n'avait qu'une caméra à définition

standard – l'officier dira plus tard qu'il n'y avait pas de drones à haute définition dans la zone lui permettant d'obtenir une meilleure vue de la cible. Il donna donc l'ordre de tirer. Comme il ne restait plus de missiles de précision, il fit appel à un aéronef doté de bombes de 500 et 2 000 livres et la frappe fut classée comme étant de la « légitime défense ».

En fait, un drone haute définition était disponible sur zone, mais la *Talon Anvil* ne l'a pas utilisé. Or, ce drone haute définition a enregistré une scène très différente de celle décrite par l'unité. Selon les analystes image, seuls deux ou trois hommes erraient dans le camp près de la foule. Ils étaient armés de fusils mais ne semblaient pas engager les forces de la coalition ou agir d'une manière pouvant justifier une frappe « d'autodéfense » avec des bombes de 2 000 livres.

La frappe de Baghuz a été l'un des plus importants drames de la guerre contre l'État islamique, celui qui a fait le plus de victimes civiles. Les observateurs qui se sont rendus sur le site du bombardement le lendemain ont trouvé de très nombreux corps de femmes et d'enfants morts, qualifiant la frappe de « terrible massacre ». Mais elle n'a jamais été reconnue publiquement par l'armée américaine.

Des alertes ignorées

Les militaires ou membres de la CIA qui ont travaillé avec *Talon Anvil* de 2014 à 2019 déclarent que dans sa précipitation à détruire l'ennemi, l'unité a contourné les règles imposées par le Pentagone afin de protéger les non-combattants, ce qui a rapidement alarmé ses partenaires car elle tuait des civils qui n'avaient aucun rôle dans le conflit. De même, plusieurs villes syriennes, dont la capitale régionale, Raqqa, ont été quasiment détruites par les bombardements. Plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme affirment que la coalition a causé la mort de milliers de civils pendant cette guerre.

Pourtant, le Pentagone a présenté la guerre aérienne contre l'État islamique comme la plus précise et la plus « humaine » de l'histoire militaire, affirmant que des règles d'engagement très strictes et la supervision de hauts gradés ont permis de limiter au maximum les victimes collatérales en dépit du rythme féroce de bombardements. Néanmoins, plusieurs responsables militaires reconnaissent que la majorité des frappes n'ont pas été validées par l'état-major d'Al-Udeid au Qatar, mais déclenchée par des commandos – sergent ou sergent-chef – de la Delta Force appartenant à *Talon Anvil*.

Certes, les opérateurs de cette unité ont subi une pression énorme afin de protéger les forces terrestres kurdes et syriennes et de permettre la réussite des offensives. Se sentant entravés par les règles régissant les frappes aériennes, ils ont trouvé le moyen de les déclencher plus rapidement en prétendant qu'elles avaient pour but « l'autodéfense ».

En effet, la plupart des restrictions ne s'appliquaient qu'aux frappes offensives. Il y en avait beaucoup moins concernant les frappes défensives dont le but était de

protéger les forces alliées confrontées à une menace imminente. Le droit des conflits armés permet aux troupes en situation de danger de mort de demander des frappes en vertu de ce que les règlements militaires appellent un « droit inhérent à la légitime défense ». Dans ce cas, le commandant américain permettait aux opérateurs de terrain de demander des frappes sans remonter toute la chaîne hiérarchique et ses règles. De plus, ces frappes défensives ne nécessitaient pas de justification fondée sur du renseignement, contrairement aux opérations offensives, qui en exigeaient une.

Les forces américaines et leurs alliés locaux invoquent donc cet argument lorsqu'ils étaient confrontés non seulement à des tirs ennemis directs, mais aussi à toute personne affichant une « intention hostile ». Selon cette définition, en véhicule situé à des kilomètres des forces amies, mais roulant dans leur direction pouvait dans certains cas être visé. Ainsi, *Talon Anvil* a commencé à justifier toutes les frappes demandées au nom de la légitime défense des unités de terrain, ce qui lui permettait d'agir rapidement, quand bien même les cibles étaient situées à des kilomètres.

Les militaires ayant travaillé avec *Talon Anvil* ont par ailleurs déclaré que l'unité s'appuyait trop souvent sur des renseignements peu fiables provenant des forces terrestres kurdes et arabes ou se précipitait pour attaquer sans se soucier des civils se trouvant à proximité. Les membres de la cellule d'attaque décidaient souvent seuls d'une cible ennemie alors qu'il y avait peu de preuves à l'appui.

Une partie du problème venait du fait que les opérateurs Delta, qui changeaient à peu près tous les quatre mois, étaient formés comme des commandos d'élite mais avaient peu d'expérience dans la gestion d'une cellule de guidage de frappes aériennes. En outre, la multiplication des tirs qu'ils ordonnait éroda peu à peu leur humanité. Ainsi, la grande majorité des frappes de *Talon Anvil* tuèrent beaucoup moins de combattants ennemis que de civils.

Les partenaires de la cellule s'en sont rapidement aperçus et ont alerté leur hiérarchie à mesure que les mauvaises frappes se multipliaient. Les pilotes de l'US Air Force ont parfois refusé de larguer des bombes parce que *Talon Anvil* voulait frapper des cibles douteuses dans des zones densément peuplées. Le centre d'opérations de l'US Air Force a été à plusieurs reprises informé suite à ces bad strikes, mais ses chefs semblaient réticents à enquêter sur cette unité secrète. Y compris au sein de *Talon Anvil*, certains opérateurs ont parfois refusé de demander des frappes visant des personnes qui ne participaient pas au combat.

Après avoir vu à une dizaine de reprises la cellule ordonner des bombardements sans considération pour les civils, les personnels de la CIA se sont également plaints au JSOC de ces frappes indiscriminées déclenchées par des sous-officiers et ont alerté les autorités sur ces dérives. Le personnel du Centre des opérations aériennes au Qatar a aussi fait remonter ses doutes concernant les frappes commandées par l'unité. Les avocats de l'armée de l'air ont commencé à tenir le compte des bombardements demandés par *Talon Anvil* au titre de l'autodéfense, puis les a comparés avec les images des drones et d'autres preuves.

Fin 2018, environ 80% de toutes les frappes aériennes demandées par *Talon Anvil* invoquaient la légitime défense, alors que c'étaient les Américains et leurs alliés qui étaient à l'offensive. De plus, cette analyse montra que les opérateurs de la cellule justifiaient leurs demandes en donnant des renseignements qu'il était impossible de vérifier via les images de drones.

Plus grave encore, certains membres de *Talon Anvil* poussaient les analystes à dire qu'ils avaient vu des preuves – par exemple des armes – pouvant légalement justifier une frappe... même lorsqu'il n'y en avait pas ! Si un analyste ne voyait pas ce qu'un opérateur Delta de la cellule voulait, il le demandait à un autre. Et lorsque les analystes vérifiaient les images des frappes de drones et de missiles commencèrent à contester les affirmations de *Talon Anvil* – notamment celles qualifiant de « combattants de Daech » des corps qui étaient clairement ceux d'enfants – les opérateurs de la cellule se mirent à couper les caméras des drones peu avant une frappe, empêchant ainsi la collecte de preuves vidéo.

Toutefois, bien qu'un certain nombre de cadres du centre d'opérations aient soupçonné *Talon Anvil* d'inclure des fausses informations trompeuses dans leurs demandes afin de justifier les frappes, ils considéraient ne pas avoir suffisamment de preuves pour faire incriminer la cellule. Et en dépit des alertes répétées provenant de l'US Air Force et de la CIA, il n'a jamais été mené d'enquête indépendante sur ces bombardements ayant tué chaque fois des dizaines de femmes et d'enfants.

L'absence de réaction des autorités

Les règlements du Pentagone exigent que toute violation « possible, soupçonnée ou présumée » du droit des conflits armés soit immédiatement signalée au commandant d'unité, ainsi qu'aux enquêteurs criminels, aux chefs d'état-major interarmées et au secrétaire à la Défense. Pourtant, rien de tel n'a eu lieu. Ces frappes non justifiées n'ont entraîné aucune enquête des autorités militaires.

Dans l'affaire de Karama (mars 2017), un officier de l'US Air Force a déclaré avoir immédiatement signalé les pertes civiles au centre d'opérations d'*Inherent Resolve*, mais dit n'avoir jamais reçu de réponse bien que l'armée américaine se soit engagée à enquêter et à rendre public chaque cas de victimes civiles. Aucun enquêteur militaire ne l'a jamais contacté. Pourtant les preuves de l'attaque – enregistrements des forums de discussion, coordonnées des bombardements, vidéos, etc. – sont stockées sur des serveurs gouvernementaux. Mais en raison du secret entourant *Talon Anvil*, tout est classifié.

Dans celle de Baghuz (mars 2019), après avoir visionné les images, un avocat de l'armée de l'air, le colonel Korsak, a ordonné aux analystes d'Al-Udeid de préserver neuf éléments de preuve, dont les vidéos, et a prévenu sa chaîne de commandement que cette frappe constituait un possible

crime de guerre qui nécessitait une enquête. Il a également ajouté que *Talon Anvil* semblait couvrir ses violations répétées des règles d'engagement en invoquant abusivement « l'autodéfense ». Il a insisté à plusieurs reprises auprès des autorités et des enquêteurs criminels de l'US Air Force pour qu'ils agissent. Comme ils ne le faisaient pas, il a alerté l'inspecteur général indépendant du ministère de la Défense.

Mais à presque tous les niveaux, les militaires ont pris des mesures pour dissimuler ces frappes catastrophiques. Le nombre de morts a été minimisé et les comptes-rendus ont été retardés, expurgés et classifiés. A Baghuz, les forces de la coalition dirigée par les États-Unis ont même rasé le site du bombardement au bulldozer afin de faire disparaître toute preuve. Et les hauts dirigeants n'ont pas été informés.

L'inspecteur général indépendant du ministère de la Défense a ouvert une enquête sur les pertes civiles, mais son rapport publié au printemps 2021 demeure « Top secret ». Cependant, son bureau a reconnu que ce rapport ne mentionnait pas Baghuz ! Deux ans après la frappe, ne voyant aucune preuve que l'organisme de surveillance prenait des mesures, le colonel Korsak a envoyé un courriel à la commission des Forces armées du Sénat, disant que ses supérieurs n'avaient pas ouvert d'enquête.

Les détails des frappes demandées par la *Task Force 9* via sa cellule *Talon Anvil* ont été reconstitués par le *New York Times* pendant des mois à partir de documents confidentiels et d'entretiens avec des personnels civils et militaires ayant été directement impliqués dans ces actions. L'enquête du média a permis de révéler que le bombardement de Baghuz avait été ordonné par la *Task Force 9* sans que le commandement des opérations aériennes au Qatar n'en soit informé.

Après que le *New York Times* ait transmis ses conclusions au Central Command, qui supervise la guerre aérienne en Syrie, celui-ci a reconnu pour la première fois la réalité de ces frappes, mais a affirmé que celles-ci étaient justifiées. Il a concédé qu'il n'était pas certains que toutes les victimes aient été des combattants de Daech, mais il a déclaré qu'il n'était pas non plus convaincu qu'elles soient des « civils innocents », parce que les femmes et les enfants de l'État islamique prenaient parfois les armes.

Néanmoins, à la suite de la parution du premier article du *New York Times* en novembre 2021, le secrétaire à la Défense Lloyd J. Austin III a enfin ordonné une enquête de haut niveau sur les actions commanditées par *Talon Anvil*...

*

Dérives, débordements et exactions militaires se sont malheureusement toujours produits à l'occasion des conflits. Les principaux responsables en ont été les Britanniques dans leur lutte contre l'indépendance irlandaise (1919-1921), les Allemands et les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale – à une échelle incomparable –, la France et le Royaume-Uni à l'occasion des conflits de la décolonisation, puis les Américains pendant la guerre du Viêt-Nam (massacre de My Lai, agent Orange) et les Soviétiques en Afghanistan. Depuis la fin de la Guerre froide, les victimes collatérales des opérations militaires ont été également nombreuses, en particulier à l'occasion des opérations russes en Tchétchénie comme sur tous les théâtres où les Américains ont déclenché leur guerre planétaire contre le terrorisme (GWOT). Les actions de leurs SMP et d'unités comme *Talon Anvil* en sont les preuves flagrantes.

En dépit de leurs efforts médiatiques pour mettre en lumière les dérapages de leurs adversaires, les Américains commettent autant de bavures et de crimes de guerre que leurs rivaux. C'est pourquoi faire croire que ces derniers sont les seuls auteurs de ce type d'acte n'est qu'une désinformation orchestrée pour se donner le beau rôle. Qu'il s'agisse des bêtises de leurs SMP ou de leurs forces armées, force est de constater l'extrême rareté des condamnations médiatiques, comme l'absence de sanctions de l'Union européenne contre ces sociétés ou contre les États-Unis et leur armée. Le ciblage des populations du Donbass par les ultra-nationalistes ukrainiens est également passé sous silence. Seuls les Russes sont « coupables ».

Passés maîtres dans la manipulation des faits et des médias, comme dans l'art du *storytelling* et de la diversion, les Américains et leurs auxiliaires de l'OTAN servent à l'opinion publique occidentale les plats médiatiques qu'ils ont concocté à leur bénéfice, afin de faire prévaloir leur vision du monde et servir leurs intérêts. Le *Russian Bashing* en est un exemple flagrant... comme le fut celui du *French Bashing* en 2003 !

Éric Denécé
Janvier 2022



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

12-14 Rond-Point des Champs Elysées
75008 Paris – FRANCE
Courriel : info@cf2r.org
Tel. 33 (1) 53 53 15 30

www.cf2r.org



ASAF
ANALYSE STRATEGIQUE
DES ACTES DE VIOLENCE

